JOURNAL EN FRANÇAIS FACILE

RDC: glissement de terrain meurtrier / Iran: Emmanuel Macron soutient les manifestants / Affaire Epstein: jusqu'en Arabie saoudite...

Publié le : 03/02/2026 - 20:58

Transcription :

À l'écoute de RFI - Radio France Internationale en direct de Paris. Il est 17 heures.

Le Journal en français facile.

Adrien Delgrange.

16 heures en temps universel.

Bonjour à toutes et à tous. Nous sommes le mardi 3 février.

Au sommaire de cette édition :

La RDC, tout d'abord. Un glissement de terrain meurtrier dans l'est de la République du Congo, il y a maintenant quatre jours, a causé la mort de plusieurs centaines de personnes. Témoignage à suivre d'un survivant.

L'Iran doit respecter la révolution, affirme le président français, que vous entendrez.

Dans ce journal, aussi, l'affaire Epstein, avec des rebondissements jusqu'en Arabie saoudite.

Voilà pour les titres. Soyez les bienvenus.

Nous sommes, donc, dans l'est de la République démocratique du Congo pour commencer ce journal, où les recherches se poursuivent dans les mines de Rubaya, quatre jours après un éboulement qui a causé la mort d'au moins 200 mineurs, selon le gouverneur du Nord-Kivu. Ils étaient à la recherche de coltan, lorsqu'ils ont été emportés par un glissement de terrain.

Témoignage d'un survivant, Grâce Barata, un des creuseurs, qui est aujourd'hui sain et sauf après avoir passé 24 heures sous terre. Il nous raconte le cauchemar qu'il a vécu.

« Ça a commencé vers 15 heures. Il y a eu de fortes pluies et on travaillait dans la mine, et l'éboulement nous a engloutis. Il y a eu des morts. On a passé toute la nuit sous terre. Il devait être autour de 13 heures quand on a commencé à voir de la lumière et à entendre plusieurs voix. C'étaient des secouristes et, grâce à Dieu, ils ont fait des miracles pour nous sortir de là. Mon frère, qui travaillait dans la mine, ne s'en est pas sorti. Nous étions plus de dix personnes dans notre puits, mais seulement trois ont eu la vie sauve : un papa, un enfant et moi. »

Témoignage recueilli par Héritier Baraka.

L'Iran. Plus de 50 000 personnes ont été arrêtées par les autorités iraniennes. C'est l'estimation d'une ONG basée à l'étranger qui collecte les interpellations : des arrestations d'hommes et de femmes suite au soulèvement populaire contre le régime iranien. L'Iran qui, par ailleurs, se prépare à des négociations directes avec les États-Unis, prévues vendredi prochain, en Turquie. Enfin, le président français a été interrogé, aujourd'hui, sur la situation en Iran. Emmanuel Macron apporte son soutien aux manifestants.

« Je crois à la souveraineté des peuples et, donc, c'est les peuples qui changent leurs gouvernants. La responsabilité de l'Iran, aujourd'hui, c'est, d'une part, de respecter son peuple face à la révolution qui s'est encore déroulée et à la répression terrible que nous avons vue. Et, donc, c'est de respecter son peuple, c'est de libérer les prisonniers politiques. Et, ensuite, c'est de réengager les discussions qui sont attendues [de lui] sur la question nucléaire, d'une part, sur la

question balistique, d'autre part, et sur la stabilité régionale, enfin, puisqu'il y a encore beaucoup de milices qui déstabilisent l'Irak, la Syrie, le Liban. »

Le président français, au micro RFI de Raphaël Delvolvé.

17 h 03 à Paris.

X a été perquisitionné, aujourd'hui, dans la capitale française. Les enquêteurs sont venus fouiller les locaux du réseau social à Paris. Ils sont, depuis, repartis. On ne sait pas exactement ce qu'ils ont trouvé, à cette heure-ci. On sait simplement qu'Elon Musk, le propriétaire du réseau social X, est, lui, convoqué par la justice française le 20 avril prochain. Les enquêteurs s'intéressent, notamment, aux algorithmes de X – comprenez les règles de fonctionnement du réseau social – qui, en l'occurrence, mettent en avant des images à caractère sexuel.

Le Journal en français facile.

Une affaire Epstein qui n'en finit pas de faire couler beaucoup d'encre. Une affaire de trafic sexuel aux multiples rebondissements. Jeffrey Epstein, l'homme d'affaires américain, s'est, depuis, donné la mort. Mais, depuis, eh bien, régulièrement, des documents sont rendus publics par l'administration américaine, que ce soient des e-mails, des photos ou des vidéos. Et, parmi les dernières révélations, au Moyen-Orient, précisément en Arabie saoudite, un tissu brodé d'or provenant de La Mecque – premier lieu saint de l'islam – a intéressé fortement Jeffrey Epstein. Aabla Jounaïdi, bonjour.

Bonjour.

L'homme d'affaires américain se serait procuré des morceaux de ce tissu sacré, des morceaux qui sont arrivés chez lui, aux États-Unis, via une intermédiaire.

Oui. Ce sont des e-mails datés de février et mars 2017. Ils émanent d'une femme d'affaires émirienne d'origine saoudienne, Aziza Al-Ahmadi. Cette dernière y organise, via un intermédiaire, les modalités d'envoi de trois morceaux d'étoffe de la Kaaba, à La Mecque, vers le domicile de Jeffrey Epstein. À l'époque, il est déjà condamné pour prostitution de mineurs. Dans la correspondance, Aziza Al-Ahmadi s'inquiète, surtout, de savoir si les douanes américaines risquent de bloquer l'envoi du colis. Trois pièces d'étoffe, une provenant de l'intérieur de la Kaaba, une deuxième de l'extérieur et une troisième jamais utilisée. Par ailleurs, dans ces messages, la femme d'affaires précise la signification du tissu, qu'on appelle la Kiswa, pour les pèlerins musulmans du monde entier. « Elle a été touchée, dit-elle, par au moins 10?millions de musulmans, qui y ont déposé leurs prières, leurs larmes et leurs espoirs. » Fin de citation. Remplacée tous les ans avant le pèlerinage, des morceaux de la Kiswa sont souvent distribués en

cadeau prestigieux ou même vendus en ligne. Alors, pourquoi Jeffrey Epstein, qui n'était pas musulman, en a-t-il reçu et pour quel usage ? Il n'y a aucun indice dans la correspondance qui a fuité. Mais, sur les réseaux sociaux, les internautes – furieux ou amusés – semblent avoir chacun leur idée. Certains exigent des explications des autorités émiriennes et saoudiennes sur ce mystérieux envoi.

Aabla Jounaïdi. Et, dans cette affaire aux multiples rebondissements, nous avons appris que le couple présidentiel, l'ancien couple Bill et Hillary Clinton, [a], finalement, accepté de venir témoigner devant une commission d'enquête parlementaire.

Nous restons aux États-Unis avec ce reportage de Loubna Anaki auprès de la communauté haïtienne. Cette communauté peut, désormais, un peu souffler. Un peu de répit pour ces Haïtiens et Haïtiennes qui vivent aux États-Unis, car la justice bloque une décision de

Donald Trump concernant le TPS ; c'est ce statut de protection temporaire, document qui permet, notamment aux Haïtiens, de vivre et de travailler légalement aux États-Unis. Reportage à New York, dans le quartier de Little Haiti.

Il y a quelques mois encore, le restaurant de spécialités créoles de Wesley Jean Simon affichait souvent complet. Aujourd'hui, à l'heure du déjeuner, pas un seul client.

« On a perdu 40 % de chiffre d'affaires et on ne peut rien faire. »

Et ce restaurateur dit ne pas être le seul en difficulté. Depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, entre l'intensification des opérations de la police de l'immigration et les tentatives de l'administration de mettre fin au statut de protection temporaire, les habitants de Little Haiti vivent dans l'incertitude

permanente, affirme Wesley Jean Simon.

« Tout le monde a peur. Les gens ne sortent plus. Ils mettent de côté tout l'argent qu'ils gagnent, au cas où ils seraient arrêtés par l'ICE et qu'ils auraient besoin d'avocats. »

C'est une crise, quoiqu'il arrive, dit Elsie Saint-Louis, dont l'organisation accompagne les Haïtiens dans leurs procédures administratives. Elle estime que, même si le TPS est maintenu pour le moment, cela n'atténue en rien les conséquences que tout cela a sur les vies de plus de 330 000 personnes.

« Ces gens ont des maisons. Ils ont des commerces. Ils sont infirmiers, ingénieurs. Je connais moi-même des gens sous TPS. On a tous des proches qui sont affectés. Le préjudice humain est dévastateur. »

Elsie Saint-Louis explique qu'elle conseille à tous ceux qui viennent demander de l'aide à son organisation de

préparer un plan d'urgence, au cas où l'administration Trump [réussirait], malgré tout, à mettre fin au TPS. Loubna Anaki, New York, RFI.

Dans l'actualité française, ce drame à Sanary-sur-Mer, dans le département du Var. Nous avons appris qu'une professeure, aujourd'hui, a été poignardée par un collégien. On apprend, aussi, que cet acte n'aurait pas de connotation religieuse ni politique.

Avant de refermer ce journal, un dernier mot, ou plutôt une expression régulièrement entendue à l'antenne la : Gen Z, la génération Z. Il en sera question, ce soir, Jacques Allix, dans le Grand reportage, sur RFI.

Oui, oui. On parle de la Gen Z au Sri Lanka, avec Côme Bastin. La jeunesse, tellement en colère, y a renversé le pouvoir en 2022. Gen Z pour génération Z : les personnes nées, environ, dans les années 90, avec la généralisation d'internet et des réseaux sociaux, qui

leur permettent de se faire entendre. Cette Gen Z a pu changer les choses, également, en Indonésie, à Madagascar et ailleurs.

Jacques Allix, pour nous présenter le Grand reportage. À écouter du lundi au jeudi 19 h 40 temps universel et quand vous le souhaitez sur notre site internet rfi.fr.

À demain, pour une nouvelle édition.